



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 15/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARET VILLEDIEU

15 Rue Lissagaray
42100 Saint-Étienne

Références : UiD4243-EAR-024-187
Code AIOT : 0006104904

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2024 dans l'établissement PARET VILLEDIEU implanté 15 Rue Lissagaray 42100 Saint-Étienne. L'inspection a été annoncée le 20/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARET VILLEDIEU
- 15 Rue Lissagaray 42100 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006104904
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Paret Villedieu est spécialisée dans l'ennoblissement textile : ensemble de techniques destinées à traiter les étoffes afin d'en modifier les caractéristiques, par opérations chimiques ou mécaniques.

Thèmes de l'inspection :

- Application de l'arrêté ministériel PFAS
- Gestion des rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande d'action corrective	3 mois
3	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	AP Complémentaire du 26/12/2016, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
9	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
11	Utilisation du perchloroéthylène	Arrêté Préfectoral du 27/06/2014, article 8.2.3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Respect des périodicités minimales de surveillance	AP Complémentaire du 26/12/2016, article 4	Sans objet
4	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
5	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
6	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
8	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
10	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 27/06/2014, article 4.2.3	Sans objet
12	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 27/06/2014, article 7.4.1	Sans objet
13	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7c	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de relever des non-conformités et observations pour lesquelles l'exploitant devra apporter des réponses et/ou mettre en œuvre des actions correctives selon les délais mentionnés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté un plan des réseaux daté de décembre 1999, il permet d'identifier le tracé des réseaux des eaux résiduaires industrielles et des eaux usées sanitaires. Début 2024, par deux fois, les services techniques de la ville de Saint-Etienne ont détecté des écoulements blancs dans le cours d'eau le Furet, qui s'écoule au droit du site. Après investigations, l'exploitant a pu rapidement identifier que les écoulements provenaient de son site, pour des raisons différentes : - <u>premier incident</u> : Au niveau d'un atelier, un bouchon positionné sur une canalisation d'eaux pluviales n'était plus étanche. Les effluents de lavage de seaux contenant des produits d'apprêts pouvaient alors rejoindre le cours d'eau via les réseaux d'eaux pluviales. Un salarié mal informé de la situation a commis une erreur lors de la vidange de seaux. Des travaux ont été réalisés pour revoir la conception de la zone, afin de rendre impossible un écoulement de ces effluents vers les eaux pluviales. Ils sont orientés vers le réseau de collecte des eaux usées industrielles. - <u>deuxième incident</u> : La canalisation véhiculant les effluents industriels de l'atelier d'apprêt vers la station d'homogénéisation de l'industriel s'est obstruée (notamment par des résidus de tissus). Un regard comportant des fissures est montée en charge, les effluents ont rejoint via les fissures un regard voisin véhiculant des eaux pluviales, ces dernières étant orientées vers le Furet. Dès qu'il a été informé de l'incident, l'exploitant a procédé au débouchage des canalisations et a fait réaliser des travaux pour colmater les fissures. Suite à cet incident, l'exploitant assure une vérification plus régulière des niveaux dans les réseaux de collecte, et va augmenter la fréquence de nettoyage préventif des canalisations (de une fois tous les deux ans à une fois par an). Par ailleurs, des modifications de réseaux devraient intervenir prochainement dans le cadre de travaux à engager pour l'implantation d'un dispositif d'épuration des effluents (voir points de contrôles ci-après).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité : Le plan des réseaux n'est pas à jour, il ne prend pas en compte les travaux réalisés au niveau de l'atelier des rames d'apprêt. D'autres travaux vont être prochainement engagés avec la construction d'un dispositif d'épuration des effluents. Un nouveau plan mis à jour sera à transmettre à l'inspection sous un délai de 3 mois après la fin des travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois après la fin des travaux

N° 2 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2016, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : Respect des fréquences d'analyses mentionnées à l'article 4
Constats : Un examen des résultats saisis sur Gidaf pour les années 2022 et 2023 montre que les fréquences d'analyses sont globalement respectées. Il a été identifié les points de détail suivants : <ul style="list-style-type: none">- pour des paramètres soumis à fréquence annuelle : lorsque la valeur mesurée est inférieure à la limite de quantification, l'exploitant n'a parfois pas saisi de valeur (cas constaté en 2022) ou a saisi la valeur 0,- pour l'azote global : seuls 3 résultats d'analyses ont été saisis en 2023 alors que le paramètre est soumis à une surveillance selon une fréquence trimestrielle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observations : Lorsque les résultats des analyses montrent une concentration mesurée inférieure à la limite de quantification (LQ), la valeur à saisir dans Gidaf est la LQ et un commentaire "résultat inférieur à la LQ" est à renseigner. L'exploitant doit veiller à respecter les fréquences d'analyses prescrites.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2016, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites d'émission mentionnées à l'article 3 <u>Suivi constat n°1 inspection du 2 mars 2021 (non-conformité) :</u> Définition d'une stratégie d'amélioration des rejets, sélection d'une solution pour la mise en conformité. Justification des performances et compatibilité avec le milieu récepteur avant le 30 juin 2021 Mise en conformité effective des rejets avant le 31 décembre 2021 <u>Suivi constat n°3 inspection du 2 mars 2021 (non-conformité) :</u> Si le gestionnaire du réseau ne donne pas son accord pour des rejets > 30°C, l'exploitant devra mettre en œuvre des dispositions permettant de respecter cette valeur seuil dans le cadre de la mise en conformité des rejets du site avant le 31 décembre 2021.
Constats : Un examen des résultats saisis sur Gidaf pour la période 2022-2023 montre des dépassements des valeurs limites d'émission, notamment : <ul style="list-style-type: none">• DCO : concentration 8 dépassements/24 analyses, max mesuré 2520 mg/L (VLE = 2000 mg/L)

- DCO : flux 1 dépassement 125,6 kg/j (VLE = 120 kg/j)
- HCT : concentration 10 dépassements/24, max mesuré 36 mg/L (VLE = 10 mg/L)
- HCT : flux 3 dépassements, max mesuré 2,5 kg (VLE = 0.8 kg/j)
- Température : 72 dépassements/687 mesures, max 43,9 °C (VLE = 30°C)
- Des dépassements ponctuels ont également été relevés sur les paramètres Cu (erreur d'unité suspectée lors de la saisie), P total, NGL et pH.

Depuis la précédente visite d'inspection réalisée en mars 2021, aucun dispositif visant à assurer une épuration complémentaire en regard des dispositifs existants (homogénéisation, mise à pH) n'a été mis en place. Pour le cas des HCT, l'exploitant a indiqué avoir effectué des changements de produits (notamment un produit utilisé en teinture pour enlever les huiles d'ensimage présents sur les textiles fournis par les donneurs d'ordre). Les résultats saisis sur Gidaf montrent l'absence de dépassement des valeurs limites d'émission depuis juin 2023.

Dans le but de traiter les effluents, l'exploitant avait projeté d'installer une station d'épuration (projet de traitement physico chimique par coagulation, floculation, décantation). Une déclaration préalable de travaux a été présentée en avril 2022 au service compétent en matière d'urbanisme et a fait l'objet d'un avis défavorable pour non respect des prescriptions du plan de prévention du risque inondation (projet situé en zone rouge, nécessité de prendre en compte le risque inondation dans la conception de l'ouvrage). L'exploitant a alors déposé un recours gracieux qui a été refusé. Une requête introductive d'instance a alors été déposée le 3 août 2022 et la décision ne serait toujours pas rendue (à la date de rédaction du présent rapport).

Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué avoir défini un nouveau projet de traitement : un document daté du 7 décembre 2023 a été présenté à l'inspection. Le projet vise à récupérer les effluents pollués au niveau des installations par des cuves mobiles. Ces dernières seraient acheminées à un ouvrage d'épuration physico chimique installé à l'intérieur des bâtiments. Après épuration, les effluents seraient orientés vers la cuve d'homogénéisation actuelle installée à l'extérieur, qui continuerait de recevoir directement les effluents ne nécessitant pas un traitement physico chimique.

Ce dispositif de traitement devrait permettre d'abattre les niveaux d'émissions en polluant et, par effet tampon, permettre de diminuer la température des rejets.

Au cours de la visite du point de rejet final, il a été constaté la présence de rejets d'effluents via le trop plein de la cuve d'homogénéisation : une importante quantité de mousse était présente dans le canal et le débitmètre indiquait "zéro".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité : Des dépassements de valeurs limites d'émissions sont constatés, principalement sur les paramètres HCT, DCO et température.

Considérant les difficultés rencontrées pour obtenir les autorisations de travaux nécessaires et l'amélioration constatée ces derniers mois pour HCT, il est considéré qu'un dernier délai peut être accordé à l'exploitant et ainsi, il n'est pas proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant fournira un plan d'actions visant à la mise en conformité des rejets. Il sera accompagné d'un échéancier dûment argumenté proposant une date de mise en conformité effective. L'échéance finale sera justifiée sur la base des travaux à engager et des investissements nécessaires. Il veillera à ce que ce projet respecte les dispositions du PPRI.

En l'absence de respect de ce nouveau délai, il sera proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).

Non-conformité : Le débitmètre enregistre un débit égal à "zéro" alors qu'un rejet est présent. Sous un délai de 3 mois, des actions correctives doivent être engagées afin de corriger ce dysfonctionnement.

Observation : Les effluents rejetés par le trop plein sont susceptibles de ne pas avoir eu le temps de séjour nécessaire dans la cuve pour être homogénéisés. Sous un délai de 3 mois, l'exploitant décrira les dispositions mises en œuvre pour éviter que ce type de rejet par le trop plein ne se reproduise.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Pour identifier les PFAS susceptibles d'être mis en œuvre sur son site, l'exploitant a consulté les FDS/notices des produits et a interrogé le fournisseur de 2 produits identifiés comme source possible de PFAS.

Pour un produit anti-tâche, le fournisseur a transmis à l'exploitant une liste détaillée datée du 10 avril 2024 mettant en avant la présence de deux composés détectables : 6: FTOH et PFPeA. Selon l'exploitant, ce fournisseur a indiqué qu'il s'agit là du seul produit référencé chez lui susceptible d'être source d'émission de PFAS. L'exploitant a précisé travailler à la substitution de ce produit, il utilise parfois en remplacement une résine sans composés fluorés.

L'exploitant n'a pas interrogé ses autres fournisseurs de produits lorsque les FDS n'identifient pas la présence de PFAS, notamment pour le cas des produits anti-feu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : Sous un délai de 3 mois, même pour les produits pour lesquels les FDS n'identifient pas la présence de PFAS, l'exploitant interrogera ses fournisseurs afin de confirmer l'absence de ces substances (aussi bien en matière première entrant dans la composition qu'en produit de dégradation).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : Les campagnes de prélèvements ont été réalisées aux dates suivantes : 12 décembre 2023, 16 janvier 2024 et 7 février 2024. L'exploitant a réalisé les analyses sur les 20 PFAS mentionnés à l'article 3-2 et les 8 listés à l'article 3-3. Ont également été analysés les AOF. Ces analyses ont principalement permis de mettre en évidence, au mois de février 2024, la présence de : <ul style="list-style-type: none">• 6.2 FTOH, concentration mesurée à 1,43 µg/L• PFHpA, concentration mesurée à 0,19 µg/L L'exploitant a indiqué que le produit anti-tâches identifié comme contenant des PFAS a été utilisé en février (produit susceptible de contenir principalement du 6.2 FTOH, mais également d'autres substances dont le PFHpA à une teneur à priori non détectable). L'examen des résultats saisis dans Gidaf permet de constater : <ul style="list-style-type: none">• seul les résultats des analyses portant sur les 20 PFAS mentionnés à l'article 3-2 ont été saisis,• le rapport d'analyses de décembre 2023 a été annexé par erreur à la déclaration de janvier 2024,• pour les résultats de février 2024 - paramètre PFHpA, la valeur <0,19 a été saisie en lieu et place de 0,19.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les prélèvements ont été réalisés par Socotec qui dispose d'une accréditation Cofrac (prélèvement sur 24 h asservi au débit). Les analyses ont été confiées à Eurofins Hydrologie Est (Maxeville) qui est accrédité pour les 20 PFAS listés à l'article 3-2 de l'AM du 20 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exigences pour les prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : L'exploitant a indiqué que les prélèvements ont été réalisés dans des conditions de fonctionnement normales. Les rapports examinés montrent qu'ils ont été effectués sur une durée de 24h, avec un asservissement au débit
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Les analyses ont été réalisées dans le respect des limites de quantification prescrite, excepté pour les AOF : <ul style="list-style-type: none">décembre 2023 : LQ AOF à 40 µg/L, le laboratoire a précisé que la nature de l'échantillon ne permettait pas de tenir les limites de quantification habituelles (risque de saturation des charbons actifs),février 2024 : LQ AOF à 100 µg/L, le laboratoire a indiqué que la limite de quantification a été augmentée en raison du caractère particulier de la matrice (MES).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les résultats des analyses ont été saisis sur Gidaf et transmis régulièrement. L'examen des résultats saisis dans Gidaf permet de constater : <ul style="list-style-type: none">seul les résultats des analyses portant sur les 20 PFAS mentionnés à l'article 3-2 ont été saisis, les résultats des 8 PFAS mentionnés à l'article 3-3 n'ont pas été déclarés,le rapport d'analyses de décembre 2023 a été annexé par erreur à la déclaration de janvier 2024,pour les résultats de février 2024 - paramètre PFHpA, la valeur <0,19 a été saisie en lieu et place de 0,19.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité : La totalité des analyses n'ont pas été saisies sous Gidaf, des erreurs ont pu être constatées. Sous un délai de 1 mois, l'exploitant réalisera les corrections suivantes sur les saisies Gidaf : <ul style="list-style-type: none">remplacer le fichier pdf de décembre 2023 par celui de janvier 2024 pour la déclaration de janvier 2024,saisir les résultats des 8 PFAS visés à l'article 3-3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et

analysés, <ul style="list-style-type: none"> pour les résultats de février 2024 - paramètre PFHpA, saisir la valeur 0,19 en lieu et place de <0,19.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2014, article 4.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Repérage des canalisations
Prescription contrôlée : Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. <u>Suivi constat n°6 inspection du 2 mars 2021 (non-conformité) :</u> Compléter l'identification des canalisations sous un délai de 3 mois
Constats : Par courrier électronique du 22 juin 2021, l'exploitant a indiqué avoir réalisé une identification des canalisations par un code couleur (peinture). La visite des installations a permis de vérifier les déclarations de l'exploitant, un repérage par couleurs a bien été réalisé, l'exploitant a indiqué qu'il s'agit de couleurs normalisées. Toutefois, ce genre de norme n'est pas connu de tous les intervenants et la couleur noire correspondrait à "autres liquides". La présence d'une nomenclature facilement visible permettant de faire le lien entre la couleur et la nature du produit transporté dans la canalisation permettrait de faciliter l'identification.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : Afin de faciliter la compréhension des codes couleurs mis en place pour identifier les canalisations, l'exploitant mettra en place une nomenclature facilement visible (ou indiquera directement les noms des produits transportés sur les canalisations)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Utilisation du perchloroéthylène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2014, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection
Prescription contrôlée : Le dispositif de détection est disposé de façon à assurer à la fois : – une détection au plus près des sources potentielles de fuite, de façon à repérer les anomalies sans conséquence notable sur le voisinage (détecteur de proximité) – une détection en périphérie de la zone à surveiller, caractérisant une forte fuite (détecteur d'ambiance) Tous les détecteurs fixes déclenchent une alarme sonore locale à partir du premier seuil d'alarme.

<p><u>Suivi constat n°7 inspection du 2 mars 2021 (non-conformité) :</u> Recherche de solutions permettant de satisfaire aux prescriptions. Transmission d'un plan d'action visant à mettre en conformité les installations. Sous un délai de 6 mois.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas installé de dispositif de détection visé par la prescription, mais, il a indiqué avoir passé commande d'une nouvelle installation de désensimage au perchloroéthylène. La commande a été passée le 8 mars 2024, la livraison est prévue pour le mois de décembre 2024. Selon l'exploitant, cette nouvelle installation devrait être équipée des dispositifs de détection permettant de respecter la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non-conformité : L'installation de désensimage n'est pas équipée des dispositifs de détection prévus par l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral 27 juin 2014. L'exploitant doit s'assurer que la nouvelle unité commandée permettra de respecter les dispositions techniques applicables, les justificatifs nécessaires seront transmis à l'inspection avant la mise en service.</p> <p>Observation : Sous un délai de 6 mois, l'exploitant se positionnera sur le classement de la nouvelle installation commandée, en regard des rubriques de la nomenclature des installations classées (notamment la rubrique 2345 : Utilisation de solvants pour le nettoyage à sec et le traitement des textiles ou vêtements).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 12 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2014, article 7.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : – 100 % de la capacité du plus grand réservoir, – 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : – dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, – dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</p> <p><u>Suivi constat n°10 inspection du 2 mars 2021 (non-conformité) :</u> Mise en rétention des containers des huiles usagées de désensimage et des déchets de solvants sous un délai de 3 mois</p>

Constats :

Par courrier électronique daté du 22 juin 2021, l'exploitant avait indiqué que les mises en rétentions nécessaires seraient réalisées.

La visite des installations a permis de confirmer que les équipements visés par le constat n°10 de l'inspection de 2021 ont bien été placés sur rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7c

Thème(s) : Risques chroniques, Analyses des rejets en perchloroéthylène

Prescription contrôlée :

Rappel Constat n°8, inspection de 2020 – observation : Des équipements permettant d'aspirer les éventuelles vapeurs de perchloroéthylène dans l'air ambiant de l'atelier, au niveau de la machine de désensimage et du container de collecte des huiles de désensimage usagées. Les effluents sont ensuite rejetés à l'extérieur des bâtiments via une cheminée. Ce point de rejet n'est pas réglementé par l'arrêté préfectoral du 27 juin 2014 et ne fait l'objet d'aucune campagne d'analyses.

Le perchloroéthylène est une substance à laquelle est attribuée la phrase de risque H351.

En conséquence, l'inspection demande à ce qu'une analyse de perchloroéthylène et des COV totaux non méthaniques soit réalisée au moins une fois par an. Cette campagne d'analyses pourra être réalisée en même temps que la campagne annuelle des effluents atmosphériques issus des rames.

Délai : prochaine campagne des effluents atmosphériques du site.

La concentration mesurée en perchloroéthylène doit être inférieure à 20 mg/m³ si le flux horaire de l'ensemble des composés organiques volatils halogénés de l'ensemble de l'installation est supérieur à 100 g/h (article 27-7-c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998).

La concentration mesurée en COVNM doit être inférieure à 110 mg/m³.

- Constat n°8, inspection de 2021 - observation :

Transmettre les résultats des analyses en perchloroéthylène dès réception des résultats.

Constats :

Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué avoir rencontré des difficultés avec l'organisme en charge des analyses des rejets atmosphériques. Il a présenté le dernier rapport d'analyses justifiant qu'une demande d'analyse des rejets en COV et perchloroéthylène a bien été formulée par l'exploitant, mais aucun résultat n'est disponible à l'intérieur du rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observations : Sous un délai de 1 mois, l'exploitant demandera des justifications sur l'absence de résultats d'analyses en perchloroéthylène à l'organisme ayant réalisé les analyses de rejets atmosphériques, alors que l'analyse de ce composé était bien prévue.

L'inspection maintient le positionnement du rapport d'inspection de 2020 qui précise qu'une analyse de perchloroéthylène et des COV totaux non méthaniques doit être réalisée au moins une fois par an. Cette campagne d'analyses pourra être réalisée en même temps que la campagne annuelle des effluents atmosphériques issus des rames.

Les prochains résultats d'analyses des rejets seront transmis à l'inspection dès leur réception par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite